



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 211-42 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

3,60 % Novembre 2005/Novembre 2017
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR 0010249128)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 3,40 %. Il ressort avec un écart de taux de 0,07 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (3,33 %) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- du document de référence du garant qui a été enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 04 mai 2004 sous le numéro R 04-073,
- du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D05-0233, ainsi que ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01, le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02, le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03, le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04, le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05,
- du prospectus RADIAN relatif à l'émission de titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 04-855 en date du 25 octobre 2004,
- du prospectus RADIAN relatif à l'émission de titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 05-576 en date du 21 juin 2005,
- et du présent prospectus.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 26 octobre 2005

AMF

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 05-729 en date du 24 octobre 2005 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 4</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus et responsables du contrôle des comptes	page 8
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 10
 PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 16
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 18
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 23
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 43
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 45
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 46
 DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 47
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 47
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 47
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 48
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 48
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

- **Facteurs de Risques liés à l'Emetteur**

L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

Risques de marché :

La société RADIAN n'a aucun risque de marché dans la mesure où elle repute aux Caisses Régionales les fonds recueillis lors d'émissions qu'elles réalisent en souscrivant des titres privés émis par les Caisses Régionales dont les conditions financières sont identiques aux émissions publiques.

Autres risques :

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

- **Facteurs qui peuvent affecter la capacité de l'Emetteur à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés :**

Les titres subordonnés constituent des obligations générales, de l'Emetteur et de lui seul, non garanties par une sûreté réelle, qui ont le même rang que ses autres obligations non assorties de sûretés réelles venant après ses obligations privilégiées, y compris celles bénéficiant d'un privilège en vertu de la loi. L'Emetteur peut émettre un grand nombre d'instruments financiers, y compris les titres subordonnés sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres subordonnés, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne. Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations de l'émetteur et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner, les actifs financiers.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts de l'émetteur. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture de l'assurance pour certains risques et augmenter ainsi le risque de l'émetteur.

- **Facteurs de Risques liés aux titres subordonnés**

Les titres sont des titres subordonnés :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui, ainsi que les titres dits "super subordonnés" prévus à l'article L.228-97 du Code de Commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les titres subordonnés.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Le présent résumé comprend certaines informations essentielles contenues dans le prospectus de RADIAN. Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les titres subordonnés remboursables concernés doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus par l'investisseur. Si une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation applicable, avoir à supporter les frais de traduction du présent prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, et en ont demandé la notification, pourront voir leur responsabilité civile engagée mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

EMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 3,60 % Novembre 2005/Novembre 2017

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 05-729 en date du 24 octobre 2005
Code valeur FR0010249128*

Responsables de l'information :

- **de l'Emetteur:** Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de Radian
- **du Garant :** Monsieur Gilles de MARGERIE, Directeur Finances et Risques Groupe

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. Montant de l'émission :

110 000 000 euros représenté par 110 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal

2. Caractéristiques des titres émis :

2.1. Prix d'émission : 101,912 % soit 1,01912 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement

2.2. Date d'Entrée en Jouissance : 15 novembre 2005

2.3. Date de Règlement : 15 novembre 2005

2.4. Intérêt annuel : *Taux d'intérêt annuel :* 3,60 % pendant 12 ans.

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt de 3,60 % du nominal, soit 0,0360 par titre subordonné payable en une seule fois le 15 novembre de chaque année et pour la première fois le 15 novembre 2006

2.5. Amortissement, remboursement

Amortissement normal :

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 15 novembre 2017 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

Amortissement anticipé :

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à EURONEXT PARIS SA pour l'information du public et, pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

2.6. Durée et vie moyenne : 12 ans à compter de la Date de Règlement.

2.7. Clause d'assimilations : non applicable.

2.8. Taux de rendement actuariel à la date de règlement : 3,40 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligatoire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.9. Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés déjà émis ou qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.10. Garantie :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui, ainsi que des titres dits "super subordonnés" prévus à l'article L.228-97 du Code de Commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.11. Notation : non applicable

2.12. Mode de représentation des porteurs de titres :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Madame Danielle NEDEY

demeurant : 21, rue Monge – 75005 PARIS

Elle percevra une rémunération de 300 euros par an.

Le représentant suppléant est :

Monsieur Pierre DESCAZEUX

demeurant : 18, rue François Boucher – 78000 VERSAILLES

2.13. Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par Crédit Agricole Investor Services Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par Crédit Agricole Investor Services Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.14. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant, ses organes d'administration :

Se reporter au document de référence du Garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 ; à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01 ; à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02, à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03, à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04 et à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital du Garant :

Se reporter au document de référence du Garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 ; à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01 ; à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02, à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03, à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04 et à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05.

3. Renseignements concernant l'activité du Garant :

Se reporter au document de référence du Garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 ; à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01 ; à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02, à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03, à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04 et à l'actualisation du document de référence du Garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05.

C - SITUATION FINANCIÈRE DU GARANT

- *Tableau synthétique de l'endettement et des fonds propres :*
données consolidées de Crédit Agricole S.A.

En millions d'euros	au 31 décembre 2004	Au 31 décembre 2003
Dettes à moyen et long terme (1)	20 502	18 231
Dettes subordonnées (2)	17 632	18 229
Total endettement	38 134	36 460
Intérêts minoritaires	4 041	4 443
Capitaux propres	24 940	23 571
Capital souscrit	4 418	4 418
Primes liées au capital	12 822	12 822
Subventions à amortir	206	128
Réserves consolidées	5 291	5 177
Résultat net de la période	2 203	1 026
Fonds pour risques bancaires généraux	1 833	1 944
Provisions pour risques et charges	4 867	5 487
Total Fonds propres	35 681	35 445
TOTAL CAPITALISATION	73 815	71 905

(1) Les dettes à moyen et long terme sont les emprunts obligataires dont l'échéance résiduelle est supérieure à un an. Ne sont pas inclus les éléments suivants : les titres du marché interbancaire, les titres de créances négociables, les comptes créditeurs de la clientèle et les bons de caisse.

(2) Ensemble des dettes subordonnées dont l'échéance résiduelle est supérieure à un an. Les titres et emprunts participatifs sont inclus.

- Le cas échéant, observations, réserves ou refus de certifications des contrôleurs légaux.

D - PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

Bénéficiaire de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société RADIAN a pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

CHAPITRE I

RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1.1. RESPONSABLES DU PROSPECTUS

Pour l'Emetteur
Olivier NICOLAS
Directeur Général

Pour le Garant
Georges PAUGET
Directeur Général

1.2. ATTESTATION DES RESPONSABLES

A notre connaissance, et après avoir pris toutes mesures raisonnables à cet effet, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts, elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

La Société a obtenu de ses contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé, conformément à la doctrine et aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification de la concordance des informations portant sur la situation financière et les comptes avec les informations historiques ainsi qu'à la lecture d'ensemble des informations contenues dans le prospectus.

Enfin,

- les comptes sociaux des exercices clos les 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 ont fait l'objet d'un rapport de certification sans réserve ni observation de la part de KPMG Audit. Les attestations des responsables du contrôle des comptes de l'Emetteur figurent au paragraphe 1.4 du prospectus RADIANT ayant obtenu le n° de visa 04-855 en date du 25 octobre 2004 et au paragraphe 1.4 du prospectus RADIANT ayant obtenu le n° de visa 05-576 en date du 21 juin 2005 ;
- les comptes semestriels pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2005 ont fait l'objet d'un rapport d'examen limité des commissaires aux comptes. Ce rapport figure au chapitre v du présent prospectus.

Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les informations contenues dans le prospectus sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Aucun élément nouveau intervenu depuis le :

- 17 mars 2005 date à laquelle un document de référence du garant a été enregistré par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D 05-0233,
- 20 avril 2005 date à laquelle l'actualisation du document de référence du garant a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.05-0233-A01,
- 4 mai 2005 date à laquelle l'actualisation du document de référence du garant a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.05-0233-A02,
- 9 juin 2005 date à laquelle l'actualisation du document de référence du garant a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.05-0233-A03
- 12 juillet 2005 date à laquelle l'actualisation du document de référence du garant a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.05-0233-A04
- 15 septembre 2005 date à laquelle l'actualisation du document de référence du garant a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.05-0233-A05
- 25 octobre 2004 date du visa n°04-855 apposé par l'Autorité des marchés financiers sur le prospectus RADIANT relatif à l'émission de Titres Subordonnés Remboursables
- 21 juin 2005 date du visa n°05-576 apposé par l'Autorité des marchés financiers sur le prospectus RADIANT relatif à l'émission de Titres Subordonnés Remboursables

n'est susceptible d'affecter de manière significative sa situation financière.

L'Emetteur
Le Directeur Général de la Société RADIANT

Le Garant
Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

Olivier NICOLAS

Georges PAUGET

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Sont désignés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2002 :

Titulaire :

KPMG S.A 1, Cours Valmy -92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD

Suppléant :

Madame Francine MORELLI
1, Cours Valmy -92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

1.4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Désignés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 , renouvelés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000 .

Les commissaires aux comptes PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT et Pierre COLL ont été nommés par l'A.G.O du 19 mai 2004 en remplacement du Cabinet Alain LAINE et du Cabinet MAZARS et GUERARD pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'A.G.O appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Titulaires :

BARBIER FRINAULT et AUTRES
ERNST & YOUNG
Société représentée par Valérie MEEUS
41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
32, rue Guersant – 75017 PARIS

Suppléants :

Alain GROSMANN
Pierre COLL

1.5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

de l'Emetteur

Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian

du Garant

Gilles de MARGERIE – Directeur Finances et Risques Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 22 septembre 2005 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations ou de bons, notamment de bons d'options, précision faite que ces obligations pourront être subordonnées ou non, remboursables à terme fixe ou, au plus tard, lors de la dissolution de la société, assorties ou non de bons et indexées sur tout type d'index ou de valeurs mobilières dans la limite d'un montant maximum de 1 586 000 000 euros.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant maximum de 110 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 110 000 000 euros, est représenté par 110 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 112 103 200 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 1 595 000 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 21 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 110 487 200 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 26 octobre au 15 novembre 2005 inclus et pourra être close sans préavis.

2.1.6 Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole S.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 15 novembre 2005.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

101,912 % soit 1,01912 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

15 novembre 2005.

2.2.3. Date de règlement des souscripteurs

15 novembre 2005.

2.2.4. Taux nominal

3,60 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 3,60 % du nominal, soit 0,0360 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 15 novembre de chaque année et pour la première fois le 15 novembre 2006.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 15 novembre 2017 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 30 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

3,40 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 12 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés déjà émis ou qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui, ainsi que des titres dits "super subordonnés" prévus à l'article L.228-97 du Code de Commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. Prise ferme

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par CALYON et Crédit Agricole S.A..

2.2.13. Notation

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. Représentation des porteurs de titres

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

- a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :
Madame Danielle NEDEY
demeurant : 21, rue Monge – 75005 PARIS

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 15 novembre de chaque année et pour la première fois le 15 novembre 2006.

- b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :
Monsieur Pierre DESCAZEUX
demeurant : 18, rue François Boucher – 78000 VERSAILLES

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant ; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres subordonnés seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de ce régime et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

1. - *Personnes physiques*

a) *Revenus*

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

- soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
 - . à l'impôt sur le revenu,
 - . à la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O C et O E du Code Général des Impôts, ci-après CGI),
 - . au prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G et 1600-O L du CGI),
- soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 16 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent :
 - . la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O D et O E du CGI),
 - . le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI).

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables dès le premier euro, lorsque le montant annuel global des cessions des valeurs mobilières dépasse, par foyer fiscal, le seuil de 15 000 euros par an (article 150-0-A et suivants du CGI).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 % (article 200-A 2 du C.G.I.) auquel s'ajoutent la contribution sociale généralisée de 8,2 % (article 1600-O C et O E du C.G.I.), le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI), la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI) soit au total au taux de 27 %.

2. - *Personnes morales (régime de droit commun)*

a) *Revenus*

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

2.3. ADMISSION SUR EUROLIST, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur «Eurolist d' Euronext Paris ». Leur date de cotation prévue est le 15 novembre 2005 sous le numéro de code valeur FR0010249128.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les emprunts obligataires émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Eurolist.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par Crédit Agricole Investor Services Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres..

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par Crédit Agricole Investor Services Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (article 3-3 du règlement n° 95-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière n° 95-02.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0. Dénomination sociale : RADIAN

Siège social : 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.1. **Forme** : Société anonyme de nationalité française.

3.1.2. **Législation** : Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

3.1.3. **Date de constitution** : 20 septembre 1989

Durée : 99 ans

3.1.4. **Objet social (article 3 des statuts)**

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

3.1.5. **Registre du commerce et des sociétés** : 352 020 150 R.C.S. Paris

Code APE : N° 671-E

3.1.6. **Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société**

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.7. **Exercice social**

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.8. **Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale . Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1. Capital social

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RADIAN et le montant du capital social de la société RADIAN en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RADIAN a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet

3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun

3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet

3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années cf ci-dessus.

3.3.3. Présentation de la société RADIAN à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Au 30 juin 2005 ce sont donc 43 Caisses Régionales de Crédit Agricole qui détiennent le capital de la société. 8 Caisses Régionales détiennent 37% du capital social.

Nous vous indiquons conformément aux dispositions légales l'identité des actionnaires qui possèdent plus de 5 % du capital social : CRCAM de Charente-Périgord : 3 005 actions, soit 6,01 % du capital social.

3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RADIAN, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RADIAN.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIAN", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

4.1.1. Description de la Société

Bénéficiant de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIAN a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le taux applicable pour une nouvelle durée de 7 ans est de 4,13 % et sera de nouveau refixé le 17 décembre 2005.
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le taux applicable pour une nouvelle durée de 7 ans est de 4,13 % et sera de nouveau refixé le 17 décembre 2005.
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation.

Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIAN ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIAN.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
 - 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales, chacune des lignes étant assimilables à une ligne préexistante.
- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
 - 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
 - 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
 - 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
 - 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
 - 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.
- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.
- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.

- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, RADIAN a émis un volume nominal de 5 192 millions de francs et à compter du 1^{er} janvier 1999, la société a émis un volume nominal de 1226,85 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date		Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours au 30 juin 2005
Décembre	1990	875 millions de francs		133 392 882 euros
Avril	1991	688 millions de francs		104 884 922 euros
Décembre	1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Septembre	1996		620 millions de francs	94 518 384 euros
Octobre	1996		1 345 millions de francs	205 043 928 euros
Décembre	1996		80 millions de francs	12 195 921 euros
Juin	1997		110 millions de francs	16 769 391 euros
Décembre	1997		437 millions de francs	66 620 217 euros
Juin	1998		1 525 millions de francs	226 763 119 euros
Décembre	1998		1 075 millions de francs	163 882 687 euros
Total émis en francs		1 727 millions de francs	<u>5 192 millions de francs</u>	-
Avril	1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin	1999		129,350 millions d'euros	129 350 000 euros
Novembre	1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin	2000		173,500 millions d'euros	173 500 000 euros
Décembre	2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai	2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin	2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre	2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre	2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin	2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Total émis en euros			1226,850 millions d'euros	2 275 923 088 euros

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS SA.. Leur cotation est publiée sur l' Eurolist.

4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIANT.

4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIANT n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Sans objet

4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.6. SITUATION DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.7. RISQUES DE L'EMETTEUR

4.7.1 Risques de marché : (taux, change, actions, crédit)

La société RADIANT n'a aucun risque de marché dans la mesure où elle repute aux Caisse Régionales les fonds recueillis lors d'émissions qu'elles réalisent en souscrivant de titres privés émis par les Caisses Régionales dont les conditions financières sont identiques aux émissions publiques.

Par ailleurs les capitaux propres sont placés sans risque de marché en OPCVM monétaires.

4.7.2 Risques juridiques

Notre Société ne contrôle aucune société au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce.

4.7.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

CHAPITRE V

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

COMPTES 1^{er} semestre 2005

BILAN AU 30 JUIN 2005

(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	NET 30/06/2005	NET 31/12/2004	ANNEXES
Autres participations Autres titres immobilisés	2 321 889 612		2 321 889 612	2 275 197 339	Annexe 1 (a)
Autres immobilisations financières					
ACTIF IMMOBILISE	2 321 889 612		2 321 889 612	2 275 197 339	
Autres créances Valeurs mobilières de placement	2 238 951		2 238 951	2 273 985	Annexe 1 (e)
Disponibilités	20 368		20 368	229 048	
ACTIF CIRCULANT	2 259 319		2 259 319	2 503 034	
Primes de remboursement des obligations	1 200 372		1 200 372	1 347 240	Annexe 1 (c)
TOTAL GENERAL	2 325 349 304		2 325 349 304	2 279 047 613	

PASSIF

	30/06/05	31/12/04	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	Annexe 1 (f)
Réserve légale	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	
Report à nouveau	150 342	82 020	
RESULTAT DE L'EXERCICE	-129 360	118 322	
CAPITAUX PROPRES	1 712 703	1 892 063	
Provisions pour charges	392 290	392 290	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	392 290	392 290	Annexe1(d)
DETTES FINANCIERES			Annexe 1 (b)
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	2 321 550 741	2 275 625 413	Annexe 1 (b)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 593 569	933 670	
Dettes fiscales et sociales	100 000	204 176	
Autres dettes			
DETTES	2 323 244 310	2 276 763 260	
TOTAL GENERAL	2 325 349 304	2 279 047 613	
Résultat de l'exercice en centimes	-129 360,00	118 322,00	
Total du bilan en centimes	2 325 349 305 ,40	2 279 047 615,54	

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2005

(en euros)

	30/06/05	31/12/04	30/06/04	ANNEXES
Production vendue de services				
Chiffre d'affaires net				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	1 955 823	5 192 087	2 006 344	
Impôts, taxes et versements assimilés	138 649	167 531	66 554	
Autres charges	33 294	59 725	12 298	
CHARGES D'EXPLOITATION	2 127 766	5 419 344	2 085 197	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 127 767	-5 419 344	-2 085 197	
Perte supportée ou Bénéfice transféré	0	0		
Produits financiers de participation				
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	57 937 786	127 517 289	64 702 447	Annexe 1 (h)
Autres intérêts et produits assimilés	879 617	3 053 134	865 605	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits nets cession valeurs mobilières placement	20 767	35 350	21 353	
PRODUITS FINANCIERS	58 838 171	130 605 773	65 589 405	
Dotations financières, amortissements, provisions	869 960	1 757 973	854 459	
Intérêts et charges assimilées	55 920 524	123 276 851	62 571 159	
CHARGES FINANCIERES	56 790 484	125 034 824	63 425 619	
RESULTAT FINANCIER	2 047 687	5 570 949	2 163 786	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-80 080	151 605	78 589	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		6 107 667		
Reprises sur provisions et transferts de charges		66 684		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		6 174 351		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		6 106 116		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
CHARGES EXCEPTIONNELLES		6 106 116		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		68 235		
Impôts sur les bénéfices	49 280	101 518	18 750	
TOTAL DES PRODUITS	58 838 171	136 780 124	65 589 405	
TOTAL DES CHARGES	58 967 531	136 661 802	65 529 566	
BENEFICE OU PERTE	-129 360	118 322	59 839	

ANNEXE 1

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2005

Activité de la société RDIAN

La société a pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole. Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du groupe (Caisses Régionales)

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation intermédiaire a été établie selon les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999)

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivants :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - les titres souscrits par RDIAN auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair,
 - les titres émis par RDIAN auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair,
 - les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt différé dans les comptes sociaux de RDIAN traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres. Le montant de cette charge future d'impôt sur les sociétés est diminué du montant de l'impôt différé actif sur les déficits reportables.

(a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 30 juin 2005 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	2 240 451 884	200 000 000
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	34 745 455	
TOTAL GENERAL	2 275 197 339	200 000 000

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Fin exercice
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	160 358 757	2 280 093 127
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)		41 796 485
TOTAL GENERAL		2 321 889 612

(1) Détail des titres immobilisés

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1990	4,59 %	133 392 882	-	-	133 392 882
AVRIL	1991	4,59 %	104 884 922	146 839	96 279	104 935 482
DECEMBRE	1991	4,59 %	25 001 637	287 519	185 345	25 103 811
SEPTEMBRE	1996	6,65 %	94 518 384	-179 585	-157 653	94 496 452
OCTOBRE	1996	6,15 %	205 043 928	313 717	270 164	205 087 481
DECEMBRE	1996	6,15 %	12 195 921	162 694	139 876	12 218 739
JUIN	1997	6,15 %	16 769 391	342 599	291 958	16 820 032
DECEMBRE	1997	5,75 %	66 620 217	215 183	161 918	66 673 482
JUIN	1998	5,40 %	226 763 119	4 476 304	3 134 516	228 104 616
DECEMBRE	1998	4,65 %	163 882 687	3 957 767	2 580 728	165 259 533
AVRIL	1999	4,25 %	92 000 000	-533 600	-326 178	91 792 578
JUIN	1999	4,65 %	129 350 000	-517 400	-310 610	129 143 210
NOVEMBRE	1999	5,40 %	140 800 000	-1 731 840	-967 612	140 035 772
JUIN	2000	5,70 %	173 500 000	832 800	417 312	173 915 488
DECEMBRE	2000	5,80 %	144 500 000	215 305	98 397	144 616 908
MAI	2001	5,40 %	85 000 000	5 100	2 086	85 003 014
JUIN	2001	5,50 %	71 500 000	73 645	29 684	71 543 961
NOVEMBRE	2003	4,63 %	113 000 000	935 640	151 628	113 784 012
NOVEMBRE	2004	4,23 %	77 200 000	1 029 076	63 401	78 165 675
JUIN	2005	3,60 %	200 000 000			200 000 000
TOTAL GENERAL			2 275 923 088	10 031 762	5 861 240	2 280 093 127

(b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 30 juin 2005 sont les suivantes :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	41 796 485	41 796 485	
TOTAL GENERAL	41 796 485	41 796 485	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 320 350 369	40 205 667	1 323 581 722	956 562 980
Fournisseurs et comptes rattachés	1 593 569	1 593 569		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	100 000	100 000		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 322 043 938	41 899 236	1 323 581 722	956 562 980

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 275 923 088
- Primes d'émission nettes au-dessus du pair : 5 421 986
(taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 40 205 667

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (1 200 372 euros) sont présentées à l'actif

(c) PRIMES DE REMBOURSEMENT (en euros)

CHARGES A REPARTIR s/ PLUSIEURS EXERCICES	Début exercice	Augmentations	Dotations	Fin exercice
Primes de remboursement des émissions de titres subordonnés (1)	1 347 240		146 868	1 200 372

(1) Amortissements des primes d'émission au-dessous du pair (taux d'émission inférieur à 100 %)

(d) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 30 juin 2005 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	392 290			392 290
Autres provisions pour dépréciation (VMP)				
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	392 290			392 290
Dotations et reprises d'exploitation				
Impôt sur les sociétés différé				

(1) Cette provision pour impôts différés d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

(e) DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT (en euros)

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur bilan	Prix marché	Provision
CA-AM MONE CASH 3DEC	1 928 962	1 928 962	
CAPITOP TRESORERIE	309 989	309 989	
TOTAL	2 238 951	2 238 951	

(f) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : néant

(g) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

SITUATION A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		SOLDE
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		1 773 741
VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	50 000	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Résultat de l'année		-129 360
Report à nouveau	32 020	150 342
SOLDE	82 020	20 982
SITUATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		SOLDE
Capitaux propres avant répartition		1 712 703

(h) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés	2 280 093
Autres immobilisations financières	41 796
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	1 483
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	1 936
- Autres charges diverses d'exploitation	3
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	57 938

(j) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Autres engagements reçus :	
Sur les émissions d'emprunts RADIANT : (1)	2 888 700 135,38
- capital	2 275 923 088,00
- intérêts courus non échus	40 205 667,00
- intérêts non courus, non échus (2)	572 571 380,38
TOTAL	2 888 700 135,38

(1) Crédit Agricole S.A. garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIANT.

(2) Les intérêts non courus, non échus au 30.06.05 ne sont pas actualisés à la date de clôture.

(k) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital	% détenu
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	4 491 966 903	

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A..

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE (en Euros)

RUBRIQUES	MONTANT
Impôt dû sur :	100 000
Coupons courus des immobilisations financières	
Organic	100 000
Crédit à imputer sur :	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	100 000

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en euros)

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois	31/12/2002 12 mois	31/12/2001 12 mois	31/12/2000 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	1 977 813	2 920 258	1 836 798	2 207 922	2 306 832
Impôts sur les bénéfices	101 518	1 082 897	76 482	183 046	243 961
Participation des salariés					
Dotations amortissements et provisions	1 757 973	1 705 341	1 709 782	1 706 145	1 645 997
Résultat net	118 322	132 020	50 534	318 733	416 874
Résultat distribué		50 000	50 000	318 500	2 951 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations amortissements et provisions	37	36	35	40	41
Résultat après impôt, participation, dotations amortissements et provisions	2	2	1	6	8
Dividende attribué		1	1	6	59
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés					
Masse salariale					
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales...)					

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RADIAN S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Période du 1er janvier 2005 au 30 juin 2005

RADIAN S.A.

90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

Ce rapport contient 3 pages

Référence : PB-05-3-07

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur - 75015 Paris

Capital social : €.750.000

Rapport du commissaire aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Période du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2005

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires de la société RADIAN, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas, au regard des règles et principes comptables français, relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires, et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires.

Paris La Défense, le 24 octobre 2005

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

ANNEXE 2

COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 12 2004

Le rapport général du Commissaire aux comptes
figure dans les pages 42 et 43 du prospectus visé par l'AMF n° 05-576 en date du 24 juin 2005;
les comptes historiques figurent dans les pages 30 et 31 de ce même prospectus

ANNEXE 3

RADIAN S.A.

Rapport général du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2003
RADIAN S.A.
90, boulevard Pasteur – 75015 Paris
Ce rapport contient 16 pages

Référence : PB-04-2-53

RADIAN S.A.

Siège social : 90, boulevard Pasteur – 75015 Paris

Capital social : € 750.000

Rapport général du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2003

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RADIAN S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235, 1^{er} alinéa, du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous précisons que les observations formulées dans notre rapport concernant les procédures de contrôle interne, et portant sur l'efficacité des contrôles internes mis en place pour les opérations de trésorerie, nous ont amenés à effectuer des contrôles substantifs étendus sur les opérations concernées. Ceux-ci s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit sur les comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve émise dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 2 juin 2004

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Pascal Brouard

Associé

A. COMPTES 2003

BILAN AU 31 DECEMBRE 2003

(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	NET 2003	NET 2002
Autres participations	15		15	15
Autres titres immobilisés	2 370 413 051		2 370 413 051	2 388 709 549
ACTIF IMMOBILISE	2 370 413 066	0	2 370 413 066	2 388 709 564
Autres créances	61 740		61 740	177 865
Valeurs mobilières de placement	3 126 777		3 126 777	8 020 443
Disponibilités	386 568		386 568	52 889
ACTIF CIRCULANT	3 575 086	0	3 575 086	8 251 197
Primes de remboursement des obligations	1 668 364		1 668 364	2 018 830
TOTAL GENERAL	2 375 656 517	0	2 375 656 517	2 398 979 591

PASSIF

	2003	2002
Capital social ou individuel versé	750 000	750 000
Réserve légale	76 224	76 224
Réserves réglementées	12 245	12 245
Autres réserves	853 251	853 717
RESULTAT DE L'EXERCICE	132 020	50 534
CAPITAUX PROPRES	1 823 742	1 741 721
Provisions pour charges	458 974	1 465 044
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	458 974	1 465 044
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	2 371 096 877	2 394 505 726
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 013 027	1 012 110
Dettes fiscales et sociales	1 263 895	254 991
Autres dettes		
DETTES	2 373 373 801	2 395 772 897
TOTAL GENERAL	2 375 656 517	2 398 979 591
Résultat de l'exercice en centimes	132 020,28	50 534,29
Total du bilan en centimes	2 375 656 517,07	2 397 979 591,13

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2003

(en euros)

	2003	2002
Production vendue de services		
Chiffre d'affaires net		
Autres produits	0	0
PRODUITS D'EXPLOITATION	0	0
Autres achats et charges	5 900 566	4 099 362
Impôts, taxes et versements assimilés	181 058	178 558
Autres charges	57 883	75 036
CHARGES D'EXPLOITATION	6 139 507	4 352 957
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 139 507	-4 352 957
Produits financiers de participation		
Produits autres valeurs mobilières	135 649 694	137 339 387
Autres intérêts et produits assimilés	3 586 616	1 656 577
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Produits nets sur valeurs mobilières de placement	413 204	511 427
PRODUITS FINANCIERS	139 649 515	139 507 390
Dotations financières, amortissements, provisions	1 705 341	1 709 782
Intérêts et charges assimilées	131 595 818	133 322 218
CHARGES FINANCIERES	133 301 160	135 031 999
RESULTAT FINANCIER	6 348 355	4 475 390
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	208 848	122 434
Produits exceptionnels sur opérations en capital		644 400
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 006 069	4 412
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 006 069	648 813
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		644 231
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		644 231
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 006 069	4 581
Impôts sur les bénéfices	1 082 896	76 482
TOTAL DES PRODUITS	140 655 584	140 156 204
TOTAL DES CHARGES	140 523 563	140 105 670
BENEFICE OU PERTE	132 020	50 534

SITUATION AU 31 DECEMBRE 2003

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis selon les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999)

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivants :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - . les titres souscrits par RADIANT auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair,
 - . les titres émis par RADIANT auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair,
 - . les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt différé dans les comptes sociaux de RADIANT traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres. Le montant de cette charge future d'impôt sur les sociétés est diminué du montant de l'impôt différé actif sur les déficits reportables.

Changement de méthode de comptabilisation des frais d'émission d'emprunt

Conformément aux instructions reçues du Groupe, Radian a procédé au 30 juin 2003 à un changement de méthode comptable de ses frais d'émission d'emprunts obligataires dans ses comptes sociaux

Jusqu'au 31 décembre 2002, les frais d'émission sur titres subordonnés remboursables étaient comptabilisés pour leur totalité en charges au cours de l'exercice de l'émission des TSR.

Conformément aux instructions reçues du groupe Crédit Agricole S.A. pour l'établissement des comptes consolidés, Radian a retenu la méthode d'étalement de ces frais pour l'arrêté de ses comptes individuels et l'établissement du reporting consolidé de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2003.

Ce changement de méthode comptable avait conduit à l'enregistrement au 30 juin 2003 :

- d'une charge à répartir au 1^{er} janvier 2003 d'un montant de 19560 K euros correspondant à la quote-part des frais d'émission d'emprunt relatifs à la part des emprunts non encore totalement remboursés à cette date. Cette créance a été comptabilisée par imputation directe sur les capitaux propres ;
- d'une charge dans le compte de résultat du 1^{er} semestre pour un montant de 1771 Keuros correspondant au montant des frais d'émission à étaler au titre du 1^{er} semestre 2003. Cette charge a été comptabilisée par prélèvement sur le montant des charges à répartir. A noter que cette charge a été considérée comme déductible dans le cadre de la détermination du résultat fiscal du semestre.

S'agissant des comptes sociaux de Radian au 30 juin 2004, la société n'a pas maintenu la méthode de l'étalement des frais d'émission adoptée au 30 juin 2003 car celle-ci s'avère ne pas figurer parmi les méthodes dérogatoires autorisées pouvant justifier d'un changement de méthode comptable dans les comptes sociaux. En conséquence, les frais d'émission sur titres subordonnés remboursables demeurent comptabilisés pour leur totalité en charges au cours de l'exercice de l'émission des TSR. Radian n'a maintenu cette nouvelle méthode, à partir du 31 décembre 2003 que pour l'établissement de ses états de reporting des comptes consolidés.

IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 31 décembre 2003 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Réévaluation	Acquisitions/Apports
Autres participations	15		210
Autres titres immobilisés (1)	2 349 606 435		113 935
			640
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	39 103 113		37 438 163
TOTAL GENERAL	2 388 709 564		151 374 013

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Virements	Cessions	Fin exercice	Valeur origine
Autres participations		210	15	
Autres titres immobilisés (1)	1 012 508	129 554 679	2 332 974 888	
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	39 112 766		37 438 163	
TOTAL GENERAL	40 115 621	129 554 889	2 370 413 067	

(1) Détail des titres immobilisés

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1990	4,59 %	133 392 882	-	-	133 392 882
AVRIL	1991	4,59 %	104 884 922	146 839	86 134	104 945 627
OCTOBRE	1991	9,60 %		-	-	
DECEMBRE	1991	9,60 %				
DECEMBRE	1991	4,59 %	25 001 637	287 519	164 842	25 124 314
JUIN	1992	9,60 %				
DECEMBRE	1992	8,80 %	58 842 702	-88 264	-81 115	58 835 553
JUIN	1993	7,65 %	52 306 014	125 534	109 954	52 321 594
DECEMBRE	1993	6,40 %	42 685 722	-230 503	-209 465	42 664 684
JUIN	1994	7,50 %	42 599 587	-93 719	-88 982	42 594 850
SEPTEMBRE	1994	8,40 %	39 942 713			39 942 713
DECEMBRE	1994	8,40 %	7 297 789	173 833	159 331	7 312 291
JUIN	1995	7,50 %	15 244 901	-79 273	-74 813	15 240 441
SEPTEMBRE	1996	6,65 %	94 518 384	-179 585	-130 755	94 469 554
OCTOBRE	1996	6,15 %	205 043 928	313 717	223 175	205 134 470
DECEMBRE	1996	6,15 %	12 195 921	162 693	115 258	12 243 356
JUIN	1997	6,15 %	16 769 391	342 599	237 322	16 874 668
DECEMBRE	1997	5,75 %	66 620 217	215 184	129 688	66 705 713
JUIN	1998	5,15 %	64 790 829	1 190 856	936 571	65 045 114
JUIN	1998	5,40 %	232 484 742	4 589 249	2 526 411	234 547 580
DECEMBRE	1998	4,65 %	163 882 687	3 957 767	1 988 093	165 852 361
AVRIL	1999	4,25 %	92 000 000	-533 600	-246 277	91 712 677
JUIN	1999	4,65 %	129 350 000	-517 400	-233 135	129 065 735
NOVEMBRE	1999	5,40 %	140 800 000	-1 731 840	-708 286	139 776 446
JUIN	2000	5,70 %	173 500 000	832 800	-292 575	174 040 225
DECEMBRE	2000	5,80 %	144 500 000	215 305	66 148	144 649 157
MAI	2001	5,40 %	85 000 000	5 100	1322	85 003 778
JUIN	2001	5,50 %	71 500 000	73 645	18 653	71 554 992
NOVEMBRE	2003	4,63 %	113 000 000	935 640	11 526	113 924 114
TOTAL GENERAL			2 328 154 968	10 114 096	5 294 176	2 232 974 888

CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 31 décembre 2003 sont les suivantes :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	37 438 163	37 438 163	
TOTAL GENERAL	37 438 163	37 438 163	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 371 096 878	200 351 852	955 939 243	1 214 805 783
Fournisseurs et comptes rattachés	1 013 028	1 013 028		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1 263 895	1 263 895		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 373 373 801	202 628 775	955 939 243	1 214 805 783

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal 2 328 154 968
(dont 113 000 000 émis en 2003)
- Primes d'émission nettes au-dessus du pair 6 532 253
(taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus 36 409 657

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (1 668 364 euros) sont présentées à l'actif

PRIMES DE REMBOURSEMENT (en euros)

CHARGES A REPARTIR s/ PLUSIEURS EXERCICES	Début exercice	Augmentations	Dotations	Fin exercice
Primes de remboursement des émissions de titres subordonnés (1)	2 018 830		350 466	1 668 364

(1) Amortissements des primes d'émission au-dessous du pair (taux d'émission inférieur à 100 %)

PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour l'exercice 2003 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	1 465 043	2 849	1 008 918	458 974
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 465 043	2 849	1 008 918	458 974
Autres provisions pour dépréciation (VMP)				
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	1 465 043	2849	1 008 918	458 974
Dotations et reprises d'exploitation		2 849	1 008 918	
Impôt sur les sociétés différé				

(1) Cette provision pour impôts différés d'un montant de 458 974 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT (en euros)

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur bilan	Prix marché	Provision
CA-AM MONE CASH 3DEC	2 745 957	2 745 957	
CAPITOP MONETAIRE	6 414	6 414	
CAPITOP TRESORERIE	374 406	374 406	
TOTAL	3 126 777	3 126 777	
OBLIGATIONS ET BONS CNCA	Valeur bilan	Prix marché	Provision
B M T N (y compris intérêts courus non échus)			
TOTAL			

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CATEGORIES DE TITRES	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE EN EUROS
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	50.000			15

Conversion du capital social en Euros avec réduction de capital (12 245,09) affectée en réserve indisponible pour traitement des arrondis ; le capital social est fixé à 750 000 Euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune. (AGE du 18 juin 1999).

Principal actionnaire : néant

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

SITUATION A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		SOLDE
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		1 741 721
VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	50 000	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Résultat de l'année		132 020
SOLDE	50 000	132 020
SITUATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		SOLDE
Capitaux propres avant répartition		1 823 742

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées	Participations	Dettes, Créances en Effets Communs
ACTIF IMMOBILISE			
Autres titres immobilisés	2 332 975		
Autres immobilisations financières	37 438		
DETTES			
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit			
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	1 013		
Autres dettes			
CHARGES			
Autres achats et charges externes			
- Commissions sur emprunts	4 081		
- Autres charges diverses d'exploitation	3		
Autres charges			
PRODUITS			
Commissions sur prêts	0		
Autres produits financiers	135 650		

ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan
Autres engagements reçus :	
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)	2 977 784 967
- capital	2 328 154 968
- intérêts courus non échus	36 409 657
- intérêts non courus, non échus (2)	613 220 342
TOTAL	2 977 784 967

(1) Crédit Agricole S.A. garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

(2) Les intérêts non courus, non échus au 31.12.03 ne sont pas actualisés à la date de clôture.

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital	% détenu
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	4 420 567 311	

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A..

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en euros)

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2003 12 mois	31/12/2002 12 mois	31/12/2001 12 mois	31/12/2000 12 mois	31/12/1999 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	2 920 257	1 836 798	2 207 922	2 306 832	2 417 900
Impôts sur les bénéfices	1 082 896	76 482	183 046	243 961	525 383
Participation des salariés					
Dotations amortissements et provisions	1 705 341	1 709 782	1 706 145	1 645 997	1 415 869
Résultat net	132 020	50 534	318 733	416 874	476 648
Résultat distribué		50 000	318 500	2 951 000	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations amortissements et provisions	36	35	40	41	37
Résultat après impôt, participation, dotations amortissements et provisions	2	1	6	8	9
Dividende attribué		1,00	6,37	59,02	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés					
Masse salariale					
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales...)					

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE (en Euros)

RUBRIQUES	MONTANT
Impôt dû sur :	64 130
Coupons courus des immobilisations financières	
Organic 64 130	
Crédit à imputer sur :	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	64 130

INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1er janvier 1993, RADIANT est intégré fiscalement dans la Société SEGESPAR, dont le siège social se trouve 91/93, bd Pasteur, 75015 PARIS.

Les principes appliqués pour l'intégration sont les suivants :

- Les charges d'impôt sont supportées par les Sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale ; ces charges sont donc calculées sur leur résultat fiscal propre après imputation de leurs déficits antérieurs.
- Les économies d'impôt réalisées par le groupe, liées aux déficits, sont conservées au bilan de la Société mère. Elles sont considérées comme une simple économie de trésorerie, du fait qu'elles bénéficieront aux Sociétés intégrées déficitaires dès lors que celles-ci seront redevenues bénéficiaires.
- Les économies réalisées par le groupe, non liées aux déficits, sont considérées acquises à la Société mère.

Depuis le 25 juin 2002, RADIANT n'est plus intégré fiscalement dans la Société SEGESPAR, dont le siège social se trouve 91/93, bd Pasteur - 75015 PARIS.

Les acomptes d'impôt sont versés directement au DGI par la Société RADIANT.

CHAPITRE VI

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction et de surveillance

6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance

Président :

Monsieur Jean-Michel OZOUX : Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Champagne Bourgogne
Date de la première nomination et échéance du mandat : 14 octobre 2003 – 2006

Administrateurs :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France représentée par Monsieur Alain DIEVAL, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2006

Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2006

Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne représentée par Madame Jean PHILIPPE, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2006

SEGESPAR représenté par Monsieur Jean-Yves COLIN, Directeur Général Adjoint de SEGESPAR et de Crédit Agricole Asset Management
Date de la première nomination et échéance du mandat : 04 septembre 1989 – 2008

Monsieur Olivier NICOLAS, responsable du service Gestion et Relations Financières à la Direction Financière de Crédit Agricole S A
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2008

Direction

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général

Contrôle

Commissaires aux comptes

Titulaire

KPMG SA - 1 - Cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD
Suppléant

Madame Francine MORELLI
1 - Cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Responsable de l'information

Monsieur Olivier NICOLAS

6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction et de surveillance

A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance :

3 réunions du Conseil d'administration ont eu lieu au cours de l'exercice écoulé :

les 20 avril, 18 mai et 19 octobre 2004

2 réunions du Conseil d'administration ont eu lieu durant l'année 2005 le 20 avril et le 22 septembre 2005

B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction, ou de surveillance : sans objet

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur

6.2.0. La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions

Sans objet

6.2.2. Actionnariat

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Au 30 juin 2005 ce sont donc 43 Caisses Régionales de Crédit Agricole qui détiennent le capital de la société. 8 Caisses Régionales détiennent 37% du capital social.

Nous vous indiquons conformément aux dispositions légales l'identité des actionnaires qui possèdent plus de 5 % du capital social : CRCAM de Charente-Périgord : 3 005 actions, soit 6,01 % du capital social.

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :

Sans objet

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1. EVOLUTION RECENTE

RADIAN a procédé à une émission de Titres Subordonnés Remboursables à taux fixe sur 10 ans en 2004 . et à une émission privée de Titres Subordonnés Remboursables au mois de juin 2005 ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'Indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac).

Il n'y a pas d'évènements significatifs survenus depuis la clôture des comptes au 30 juin 2005

En outre à la fin de l'année 2005, les 1^{ères} lignes RADIAN émises en 1990 et 1991 feront l'objet le 17 décembre d'une 2^{ème} et dernière refixation pour leurs 7 dernières années : cette refixation portera sur près de 263 millions d'euros portés par la ligne 4,13% issue de la 1^{ère} refixation de décembre 1998.

7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

RADIAN, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole S A , demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales .

CHAPITRE VIII

ACTUALISATION LIEE A L' ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »

ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE :

CONFLITS D'INTERETS

A la connaissance de la Société RADIANT , il n'existe pas de conflit d'intérêt entre les devoirs ,à l'égard de l' Emetteur ,de l'un quelconque des membres des organes d' administration, de direction et de surveillance et leurs intérêts privés et/ou d' autres devoirs.

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de l'Emetteur depuis le 30 juin 2005. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 04 mai 2004 sous le numéro R 04-073
- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05

CHAPITRE VI

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04
- de l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05

A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro d'enregistrement R 04-073 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 04 mai 2004
- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D 05-0233 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 17 mars 2005,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2005 sous le numéro D.05-0233-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2005 sous le numéro D.05-0233-A03,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2005 sous le numéro D.05-0233-A02,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2005 sous le numéro D.05-0233-A05
- ☐ le prospectus RADIANT relatif à l'émission de Titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 04-855 en date du 25 octobre 2004
- ☐ le prospectus RADIANT relatif à l'émission de Titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 05-576 en date du 21 juin 2005.